



SOUS-PREFECTURE DE GRASSE Modification des surfaces d'accueil

Dossier de consultation des entreprises

CCTP

LOT 03 - Climatisation, chauffage, ventilation, plomberie

Indice 0

Mise à jour du 25/06/2025

A - GENERALITES

1. Objet des travaux

Le projet concerne le réaménagement de la zone d'accueil de la sous-préfecture de Grasse, notamment la redéfinition des surfaces accessibles au public.

La sous-préfecture est située au 3, avenue du Général de Gaulle à Grasse.

Classement et type de l'établissement :

L'établissement est classé ERP avec activité de type W

Catégorie : 5e

Effectif public : 3 personnes, personnel 57 personnes

Autorisation de travaux : en cours d'instruction

2. Généralités

Dans la description qui va suivre, le principe est de renseigner l'Entrepreneur du présent Lot sur la nature des travaux à effectuer.

Il convient toutefois de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif et que le soumissionnaire devra exécuter comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession, nécessaires à l'achèvement complet de son Lot.

Il sera tenu de se conformer aux instructions qui lui seront données par le Maître d'Œuvre au cours de ses travaux. Les ouvrages qui ne seraient pas nommément désignés au présent CCTP, mais qui seraient figurés sur les plans ou qu'il serait indispensable d'exécuter font partie intégrante des prestations de l'Entrepreneur.

La proposition de l'Entrepreneur devra obligatoirement comprendre le transport de toutes les fournitures et la main-d'œuvre nécessaires au parfait achèvement des installations décrites plus loin.

En outre, la proposition devra comprendre toute prestation complémentaire nécessaire à la mise en route ainsi qu'aux essais de fonctionnement.

Le matériel et les matériaux mis en œuvre devront être neufs, de première qualité, conformes aux Normes Françaises et de provenance Européenne.

De toute manière, le fait pour l'Entrepreneur d'exécuter sans rien y changer les prescriptions des documents techniques remis par le Maître d'Œuvre, ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de Constructeur.



3. Intervenants

Maître d'ouvrage

Secrétariat Général Commun, Service achat, immobilier et logistique

147 Boulevard du Mercantour 06 286 Nice Cedex 3

Représenté par Mme Magalie Hureau

Maître d'œuvre

Buro Aménagement

Siège social - 230 Route des Dolines Village Entreprise Bâtiment B 06560 Valbonne

Showroom - 80 route des Lucioles Bat F 06560 Valbonne

Représenté par Mme Adeline Ruiz

Bureau de contrôle

Bureau Veritas construction

2000 Route des Lucioles – Les Algorithmes – Bât. Pythagore 06 901 Sophia Antipolis Cedex

Représenté par M. Philippe Pelosini

Coordinateur SPS

Socotec Agence de Nice & Sophia Antipolis

NICE PREMIER n°64, 455 Promenade des Anglais 06200 NICE

SOPHIA ANTIPOLIS, 1681 route des Dolines, Taissounières Belem CS 10172, 06560 VALBONNE Cedex

Représenté par M. Mohammed Lo

4. Etendue des travaux

Les travaux à réaliser comprennent notamment :

Dépose partielle et évacuation installation existante partiellement conservée

Création d'une nouvelle installation pour traitement différencié zone accueil et zone bureaux.

Nota : L'Entreprise sera réputée avoir pris connaissance complète des lieux pour la remise de son offre, afin qu'aucune difficulté ne soit ignorée, notamment pour l'introduction du matériel et que la mise en œuvre de ces travaux ne subisse aucun retard, omission ou malfaçon quelconque.

Aucun supplément, dû à la méconnaissance des lieux ou de l'installation ne pourra être admis.

5. Prestations à la charge du présent lot

Les travaux à la charge du présent lot comprennent la fourniture et la mise en œuvre de tous les matériaux, matériels et produits, et toutes fournitures et prestations accessoires nécessaires pour réaliser :

L'ensemble des ouvrages de tels qu'ils sont définis ci-avant et y compris :

- le transport et l'amenée à pied d'œuvre de tous les matériaux, produits et autres nécessaires à la réalisation des travaux
- le nettoyage des supports et l'enlèvement des déchets ;
- le ou les plans de réseaux et d'appareillage, le cas échéant ;
- les ossatures et moyens de fixation nécessaires à la stabilité des ouvrages
- les installations diverses définies ci-après ;
- les sujétions imposées par les impératifs des autres corps d'état ;
- la protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- et toutes autres prestations et fournitures accessoires nécessaires à la finition complète et parfaite des ouvrages du présent lot
- Le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception ;
- L'enlèvement hors du chantier de tous les emballages, déchets et gravois dans le respect de la législation sur les déchets en vigueur ; et toutes autres prestations et fournitures accessoires nécessaires à la finition complète et parfaite des installations

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur sera soumis à une obligation de résultat, c'est-à-dire qu'il devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des installations en complet et parfait état de fonctionnement en conformité avec la



Réglementation et les prescriptions du présent document, et il devra toutes les fournitures et prestations nécessaires quelles qu'elles soient pour obtenir ce résultat.

Dans le cas où un ou des points du projet ne seraient pas conformes à une réglementation en vigueur, l'Entreprise devra le signaler dans son offre. L'absence de mise en garde entraîne l'accord global du titulaire.

Les mises en conformité et mises à jour, suites aux observations et prescriptions de l'organisme de contrôle, pendant les phases études et chantier font partie des obligations de l'entreprise.

Les dimensions des ouvrages dus au titre du présent marché, décrits dans le présent document, sont à considérer comme des minima. Si les obligations de résultat le justifient, elles pourront être augmentées.

Pour l'ensemble des prestations à réaliser, l'entreprise est réputée avoir procédé au moment de l'établissement de son offre à un examen technique du projet pour bien en apprécier la complexité, avoir effectué les calculs nécessaires à la vérification des dispositions prévues et à l'évaluation des quantités correspondantes.

Elle s'est assurée que les prestations demandées, les matériaux, matériels et systèmes préconisés par les pièces du marché pourront être exécutés ou utilisés par elle, et répondent en tout point aux prescriptions des règles en vigueur.

L'entreprise doit tous les ouvrages nécessaires à l'exécution du projet découlant des études et calculs, de manière à respecter les prescriptions et objectifs définis aux pièces du marché, même s'ils ne figurent pas sur les plans.

En complément des renseignements qui sont fournis dans les pièces du dossier de consultation, l'entreprise devra relever sur place tous les renseignements complémentaires nécessaires pour établir son prix forfaitaire.

6. Normes et règlements

Cette énumération indicative et non limitative n'exclut en rien les règlements particuliers applicables à des spécialités ou des cas d'espèces.

DTU et Normes NF

L'Entreprise chargée du présent lot sera tenue d'avoir une parfaite connaissance de toutes les réglementations en vigueur et de respecter les lois, décrets, arrêtés et règles administratives en vigueur au moment de la réalisation des travaux.

Liste non limitative des règlements ou normes à prendre en considération. Les ouvrages du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions des Documents Techniques Unifiés qui lui sont applicables, dont notamment les suivants :

- NF P 03 001 CCAG applicables aux travaux de bâtiments faisant l'objet de marchés privés.
- les normes françaises, éditées par l'AFNOR
- le REEF édité par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) et en particulier aux prescriptions du cahier des clauses techniques des Documents Techniques Unifiés (DTU) :
 - DTU 65.9 – installations de transport de chaleur ou de froid et d'eau chaude sanitaire entre production de chaleur ou de froid
 - DTU 68.3 – installation de ventilation mécanique

Autres règlements

- Les cahiers et les avis techniques édités par le CSTB
- le code du travail
- réglementation thermique 2012
- Circulaire 2007 concernant l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite
- Les fournitures et matériaux entrant dans les travaux du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions suivantes
- Compris tous les règlements directs complétant ou modifiant les documents susvisés ayant trait aux présents travaux et connus au jour de la soumission. Toutes modifications nécessaires au respect de ces documents font partie intégrante du prix forfaitaire et ne donneront pas lieu à supplément.



- L'Entrepreneur devra en outre tenir compte dans son offre de prix et pour l'exécution de ses travaux, de toutes les obligations et prescriptions imposées au Cahier des Clauses Techniques Particulières

- Les plans et détails d'exécution devront être soumis au maître d'œuvre pour approbation et l'ensemble des documents techniques (plans d'exécution, détails, joints utilisés, etc...), devront être soumis au bureau de contrôle en temps utile.

Règlements Locaux

- Les textes de réglementations locales concernant les nuisances (bruits, vibrations, etc ...)
- le règlement de sécurité contre l'incendie (arrêté du 25 juin 1980), textes relatifs aux dispositions concernant les établissements Recevant du Public (ERP) modifié par l'arrêté du 2 février 1993. Y Compris les instructions techniques et commentaires de la Préfecture de Police s'y rapportant.
- le rapport de sécurité incendie établi par le Bureau de contrôle
- le Plan Général de Coordination établi par le coordonnateur SPS

Ordre de préséance

Au sujet des DTU, normes et autres textes visés précédemment, il est ici bien précisé qu'en cas de discordance entre les spécifications, prescriptions ci-après du présent CCTP et celles de documents ci-dessus, l'ordre de préséance sera celui énoncé aux clauses communes à tous les lots.

Avis Techniques

Pour tous les matériaux et produits qui relèvent de la procédure de l'Avis Technique, il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits ayant fait l'objet d'un Avis Technique.

L'entrepreneur devra toujours fournir l'Avis Technique en cours de validité pour les matériaux et produits concernés.

Marquage NF

Pour tous les matériaux et produits ayant fait l'objet d'une certification à la marque "NF", il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits admis à cette marque "NF".

Tous les matériaux et produits concernés devront comporter une étiquette normalisée avec le monogramme NF et les autres indications exigées.

Autres certifications ou qualifications

Pour les matériaux et produits ayant fait l'objet d'une certification ou d'un certificat de qualité, il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux ou produits titulaires de cette certification ou de cette qualification.

Les matériaux et produits considérés devront comporter une étiquette portant toutes les indications exigées.

7. Règlement Particulier au Site

Nature de site

Les travaux seront à exécuter dans un local non occupé par le public et le personnel, au sein d'un établissement occupé par le public et le personnel.

L'Entreprise est considérée avoir pris connaissance de la réglementation en vigueur concernant le type de site, et devra, dans le périmètre du chantier, et en accord avec les prescriptions du coordonnateur SPS :

- Tenir compte de la protection de l'environnement
- Demander toutes les autorisations nécessaires auprès des administrations et des concessionnaires concernés
- Eviter toutes nuisances aux piétons, ainsi qu'à l'ensemble du site
- Respecter toutes les réglementations de circulation automobile, tant à l'intérieur du périmètre du site que pour les sorties et entrées
- Tenir compte des prescriptions des documents généraux communs à l'ensemble de l'établissement

Reconnaissance des existants



L'Entreprise est contractuellement réputée, avant établissement de son offre, s'être rendue sur les lieux, avoir pris connaissance des possibilités d'accès, de l'environnement du chantier, des horaires de travail.

Protection et sauvegarde des existants - Bruits de chantier

Toutes dispositions seront à prendre par l'Entrepreneur lors de ses travaux, pour ne causer aucune détérioration aux existants, si minime soit-elle.

L'Entrepreneur sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc...

Pour les travaux à réaliser en site occupé, des dispositions particulières seront à prendre par l'Entrepreneur :

- Pour garantir la Sécurité des occupants et/ou du public.

- Pour protéger les existants.

- Pour garantir le respect des contraintes acoustiques.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'Entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires. Faute par l'Entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

Lors de travaux de démolition, percements, meulage ou autres dégageant des poussières, l'Entrepreneur aura à prendre toutes mesures pour éviter la propagation des poussières, par mise en place d'écrans de bâches, film vinyle, etc... et par l'emploi d'aspirateurs si nécessaires.

Nettoyage et Enlèvement des gravois

Le nettoyage des poussières générées par les travaux est planifié de manière quotidienne, dans la zone du chantier, et la zone d'accès de celle-ci.

Les prix du marché comprendront implicitement la sortie des matériaux déposés, gravois et déchets en provenance des travaux, ainsi que l'enlèvement hors du chantier et le transport aux décharges publiques (DP) à toute distance.

Echafaudages et levages

L'entrepreneur devra tous les échafaudages et moyens d'accès nécessaires à l'ensemble de ses travaux, y compris tous les dispositifs de sécurité complémentaires. Il devra tous les moyens de levage, monte matériaux/matériels nécessaires aux travaux.

8. Etudes et Plans d'exécution

Etudes d'exécution

Les études d'exécution sont à la charge de l'Entreprise titulaire du présent lot. Elles seront effectuées d'après les plans de l'Architecte et comprendront les documents suivants :

- plans d'exécution détaillant le cheminement des réseaux aéraulique et l'emplacement des terminaux
- spécifications techniques des produits et matériels installés
- les détails de piquage et raccordements
- les notes de calculs de débits, puissance

Toutes ces études tiendront compte des mises à jour à apporter aux plans DCE.

L'entreprise devra se conformer aux rectifications que le Maître d'œuvre pourra juger utile d'apporter à ces dessins et en tenir compte dans l'exécution sans prétendre à un quelconque supplément de prix.

Aucun plan ne sera dû par la Maîtrise d'Œuvre après la mise au point du marché.

L'Entreprise devra se conformer aux rectifications que le Maître d'Œuvre pourra juger utile d'apporter à ces dessins et en tenir compte dans l'exécution sans prétendre à un quelconque supplément de prix.

Aucun plan ne sera dû par la Maîtrise d'Œuvre après la mise au point du marché.

Etudes de Coordination et de synthèse

Les études de coordination et de synthèse avec les autres corps d'état concernant les ouvrages dus au titre du présent marché sont à la charge de l'Entreprise titulaire du présent lot.

Plans d'exécution



Les plans d'exécution seront, selon spécifications du CCAP et du CCAG à la charge de l'Entrepreneur.

L'Entrepreneur aura à sa charge dans tous les cas l'établissement des plans d'atelier et de mise en œuvre sur le chantier.

Ces plans et dessins devront faire apparaître tous les détails de l'exécution, notamment :

- plans d'exécution détaillant le cheminement et l'emplacement des réseaux aéraulique
- Les principes et détails de fixation
- Les réservations nécessaires pour passage des réseaux
- Et tous autres renseignements utiles en fonction des particularités des ouvrages.

9. Pièces à fournir

Avant le commencement des travaux

L'Entreprise remettra à l'approbation du Maître de l'Ouvrage, les documents suivants, qui seront établis à partir des documents du dossier d'appel d'offres et des mises au point éventuelles à la signature du marché :

- les fiches techniques précisant les caractéristiques exactes du matériel
- les notes de calculs

Durant cette phase de l'exécution, l'Entreprise présentera également les échantillons des matériels.

Avant la réception des travaux

L'Entreprise devra fournir :

- nomenclatures des produits et matériels installés, avec fiches techniques et indication de la provenance
- carnets de résultats d'essais, conformément au programme défini,
- tous les plans des installations conformes aux installations exécutées,
- notices d'entretien
- Procès-Verbaux des matériels mis en œuvre
- les adresses de fournisseurs, numéros de téléphone, noms des personnes à contacter

Circulation des documents

Chaque diffusion de documents (note de calculs, plans, etc.) sera accompagnée d'une nomenclature à jour, tenant lieu de bordereau d'envoi

10. Responsabilité de l'entreprise

L'acceptation par le Maître de l'Ouvrage du projet présenté, ainsi que de tous les calculs et dessins graphiques s'y rattachant, ne diminue en rien la responsabilité de l'Entrepreneur.

Il appartient à ce dernier d'établir son étude pour que les prix unitaires et le prix global qu'il indiquera soient calculés en tenant compte des dispositifs, des caractéristiques des matériaux, de difficultés d'exécution et impératifs du Maître de l'Ouvrage, etc. En toutes circonstances, l'Entrepreneur demeure seul responsable de tous dommages ou accidents causés à des tiers lors ou par suite de l'exécution de travaux, résultant soit de son propre fait, soit de son personnel.

11. Contacts avec services publics et privés

L'Entreprise sera chargée d'établir, à ses frais, toutes démarches techniques et administratives avec les Services Publics et Privés, afin d'assurer la livraison ainsi qu'une parfaite réalisation des installations.

12. Autocontrôle - Non-conformité

L'entreprise procédera à la vérification de ses ouvrages exécutés.

Tous les ouvrages faisant l'objet de réserves émises par le Maître d'Ouvrage, devront être mis en conformité.

Dans le cas où les contrôles révéleraient l'impossibilité d'obtenir la conformité des ouvrages ou de respecter les caractéristiques exigées et décrites dans le présent document, l'Entreprise titulaire du présent lot remplacerait ou porterait remède à ses frais et sans augmentation des délais contractuels, les matériels ou éléments de l'installation concernée. Après de nouveaux contrôles



sur site, si ces derniers mettaient en évidence l'impossibilité définitive d'obtenir les résultats demandés, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit :

- d'appliquer à l'Entreprise titulaire du présent lot des pénalités de non-conformité
- de refuser l'ouvrage non conforme et le faire remplacer par toute autre entreprise de son choix

B - SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

1. Obligations et règles à appliquer

Tous les travaux seront à exécuter avec le plus grand soin possible, suivant les règles de l'art spécifiques à la profession, et selon le calendrier général. Le moment d'exécution des travaux propres à ce lot étant lié au phasage prévu par le Maître d'œuvre en fonction de la date finale de réception des ouvrages.

L'Entrepreneur devra prendre connaissance des descriptifs des autres corps d'état, afin de prévoir toutes les incidences et corrélation entre ouvrages et mises en œuvre.

De ce fait ; le présent descriptif n'est pas limitatif et l'Entrepreneur ne pourra invoquer aucun oubli.

Il devra également appeler l'attention du Maître d'œuvre sur les erreurs ou omissions de conception que pourraient présenter les plans et le descriptif, afin qu'en accord avec lui soient apportées les modifications nécessaires. Faute de quoi, il sera seul responsable des erreurs ou malfaçons qui pourraient en résulter.

2. Nature et qualité des matériaux

Les matériaux et produits devant être mis en œuvre dans les ouvrages à la charge du présent lot devront impérativement répondre aux conditions et prescriptions ci-après.

Les matériaux et produits prévus dans les DTU ou faisant l'objet de normes NF ou EN devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Les matériaux et produits dits "non traditionnels", non prévus dans les DTU et ne faisant l'objet de normes NF ou EN, devront selon le cas :

- faire l'objet d'un Avis Technique ou d'un Agrément technique européen
- être admis à la marque NF
- être titulaire d'une certification ou d'un label.

Pour les matériaux et produits n'entrant dans aucun des cas ci-dessus :

- la procédure d'obtention de l'Avis Technique devra être lancée par l'Entrepreneur ;
- dans le cas où cette procédure d'obtention de l'Avis Technique exigerait un délai trop long, l'Entrepreneur pourra faire appel à une autre procédure dite "procédure ATEX", Appréciation Technique d'Expérimentation, qui aboutit dans un délai de l'ordre de 2 mois à compter de la date de présentation du dossier au CSTB.
- À défaut, dans le cas où le délai d'exécution contractuel ne permettrait pas le lancement de cette procédure, l'Entrepreneur pourra demander à ses assureurs et au bureau de contrôle, le cas échéant, l'accord sur le matériau ou le produit concerné, en présentant toutes justifications apportant les preuves de son aptitude à l'emploi et son équivalence.

En tout état de cause, l'Entrepreneur ne pourra en aucun cas mettre en œuvre un matériau ou un produit qui ne serait pas pris en garantie par ses assureurs

3. Spécifications particulières – climatisation & ventilation

L'intervention porte sur la modification du système existant conservée, dont sont détaillés ci-après les spécifications.

Fonctionnement du système existant de climatisation : *à confirmer suivant visite d'audit*

Installation 4 tubes à eau hydraulique, avec régulation « trend », commande centralisée.

Fonctionnement du système de VMC des bureaux :



Une CTA double flux est présente en locaux technique niveau toiture avec soufflage d'air neuf dans les bureaux et reprise en circulation

Nota : une cartouche coupe-feu est présente sur la gaine alimentant le bureau afin de respecter le degré coupe-feu de la cloison.

Extraction sanitaire : réalisée par un caisson d'extraction positionné au même niveau que la CTA.

1. Spécifications particulières – Plomberie

Matériel

Certaines marques de matériel ont été précisées dans le présent devis programme.

L'entreprise soumissionnaire devra donc chiffrer ce matériel en solution de base, mais pourra toutefois proposer des marques différentes au Maître d'Ouvrage et aux Maîtres d'Œuvre, sous réserve que le nouveau matériel présente les mêmes caractéristiques que celles indiquées dans le présent devis.

Le Maître d'Ouvrage et les Maîtres d'Œuvre seront seuls juges d'accepter ou de refuser le matériel proposé.

La mise en œuvre devra être faite après approbation des divers plans et schémas avec le plus grand soin, tant pour assurer une réalisation parfaite que pour éviter toute détérioration aux ouvrages des autres corps de métier (les raccords éventuels seront à la charge du présent lot).

Tout le matériel devra être neuf et de première qualité.

Les appareils ou dispositifs brevetés qui seront employés par l'entreprise, n'engageront que sa seule responsabilité tant vis à vis des tiers que vis à vis du Maître d'Œuvre pour tout préjudice qui pourrait leur être causé dans l'exécution ou la jouissance des installations par les poursuites dont l'entreprise pourrait être l'objet du fait de l'emploi abusif d'appareils ou dispositifs brevetés.

Toutes dispositions devront être prévues par l'entrepreneur pendant la mise en œuvre du matériel et au cours des essais pour assurer la sécurité des personnes et des choses. Il appartiendra à l'entrepreneur d'attirer, en temps utile, l'attention du Maître d'Œuvre sur les répercussions que peuvent avoir certains de ses travaux ou installations sur la marche générale du chantier et signaler le cas échéant, les modifications de détail qu'il conviendrait d'apporter aux dispositions adoptées par les autres corps d'état.

Traversée des parois coupe-feu

Le présent lot devra se tenir informé de degré d'exigence en matière de sécurité incendie attribué aux parois qu'il sera amené à traverser, quel que soit l'entreprise qui aura exécuté la réservation.

Les traversées de parois verticales ou horizontales coupe-feu par des conduits de toute nature, devront strictement respecter les exigences de la réglementation en vigueur, en matière tant de réaction au feu que de résistance au feu.

A ce titre, le présent lot devra prévoir la reconstitution des degrés coupe-feu de chaque paroi ou plancher traversé, quel que soit l'entreprise responsable de la réservation.

2. Données diverses - Sujétions Particulières

Coordination avant et pendant les travaux

Au cours de la période de préparation, l'entrepreneur du présent lot devra :

- remettre aux autres entreprises intéressées, toujours par le canal du maître d'œuvre, tous les renseignements et éléments nécessaires pour guider les dites entreprises dans la préparation ou l'exécution des ouvrages pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot.

- en complément aux prescriptions des DTU, l'entrepreneur sera tenu de prendre contact en temps opportun avec les entrepreneurs des autres corps d'état afin de prendre conjointement toutes dispositions pour assurer une parfaite coordination de leurs travaux respectifs.

Sujétions imposées par les impératifs des autres corps d'état

L'entrepreneur du présent lot aura à sa charge, sans supplément de prix, toutes les sujétions d'exécution imposées par les impératifs des autres corps d'état



3. Valeur des présentes prestations

En cas de divergence entre les présentes prescriptions et obligations et d'autres pièces du marché, il sera tenu compte des prescriptions les plus contraignantes pour l'adjudicataire du présent lot.

Poses et Fixations

Les ouvrages seront posés méthodiquement aux emplacements exacts définis par la nomenclature, selon éventuellement indications des lots en limites de prestations.

Toutes les précautions nécessaires au calage et à la pose des différents éléments seront à prendre par l'Entrepreneur pour leur assurer un aplomb, un alignement et un niveau correct.

Les ouvrages seront calés et fixés avec soin, de manière à ne pas pouvoir se déplacer pendant l'exécution des fixations.

En tout état de cause, les principes de fixation envisagés par l'Entrepreneur devront être soumis à l'Architecte pour approbation, et ce dernier pourra demander à l'Entrepreneur toutes modifications qu'il jugerait nécessaires.

Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au Maître de l'Ouvrage, au plus tard le cinquième jour après la réception des travaux.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- chaque Entrepreneur enlèvera ses propres installations, matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais.

Protection et nettoyage des ouvrages finis

L'Entreprise devra la protection de tous les ouvrages finis, susceptibles d'être dégradés ou détériorés, jusqu'à la réception finale du chantier, ainsi que les essais préalables de mise en service.

Cette protection pourra être constituée par tous moyens que l'Entreprise jugera efficaces.

Pour la réception, ces protections devront être complètement et soigneusement enlevées par le présent lot. Les nettoyages de mise en service pour la réception des ouvrages du présent lot seront à ses frais.

Révision et garantie des ouvrages

Pendant la période de garantie, l'Entrepreneur devra, autant de fois qu'il en sera requis, donner les jeux qui seraient nécessaires. Au cas où, pendant la période de garantie, des défauts apparaissent et notamment le gauchissement des vantaux, châssis, etc... l'Entrepreneur devra remédier à ses frais aux inconvénients signalés jusqu'à ce que ses ouvrages aient été reconnus, par le Maître d'Œuvre, comme donnant satisfaction.

Jusqu'à la réception des travaux, l'Entrepreneur remplacera aux frais du responsable les objets soustraits ou détériorés.

Après le réglage, la pose et le scellement des divers ouvrages, l'Entrepreneur devra réviser tous ses ouvrages et s'assurer qu'ils sont fixés d'une façon parfaite.

C – DESCRIPTION DES OUVRAGES

Climatisation

Consignation de l'installation existante.

Dépose des terminaux et réseaux non conservés.

Bouchonnages des réseaux.

Installation neuve :

Tous cheminements en plénum, terminaux encastrés en faux plafond type dalle 600x600.

Diffusion par cassettes 4 voies encastrées en faux plafond.

Télécommandes filaires, sondes



Mise en service, régulation paramétrages.
Liaison condensats, branchements électriques.
A dimensionner suivant bilan de puissance

Compte tenu du contexte et des délais de réalisation, la disponibilité des produits sera prépondérante quant au choix de produits

Ventilation

Intervention sur installation existante conservée.
Tous cheminements en plénum, terminaux encastrés en faux plafond type dalle 600x600.
Consignation de l'installation existante.
Remplacement des bouches d'extraction
Modification du réseau aéraulique suivant nouvel aménagement
Réf. France air DAP03 ou équivalent
Fourniture et pose de de clapet Coupe-feu au droit de la traversée des cloisons coupe-feu 1H.

Plomberie

Consignation, dépose et évacuation des radiateurs existant non conservés.
Bouchonnage des réseaux non utilisés.

Création attentes pour évacuation des condensats de climatisation.

La prise de connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant avoir une influence sur l'exécution, sur la conception des détails, sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Cette prise de connaissance concerne notamment les possibilités d'accès des grues, nacelles, camions ou autres équipements, les possibilités de stockage et d'installation de chantier, et les servitudes qui peuvent y être attachées. L'Entrepreneur ne peut donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.